

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 295/05

AMR 41/046/2005 –ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE

Deux membres de l'Alianza Cívica-Chiapas (Alliance civique du Chiapas) :

Gustavo Jiménez Pérez (h)

Luis Gabriel Ramírez Cuevas (h)

Londres, le 24 novembre 2005

Le défenseur des droits humains Gustavo Jiménez Pérez a été sauvagement battu le 20 novembre par six hommes qui se sont introduits chez lui de force et qui ont menacé de le tuer. Cet homme et son colocataire, Luis Gabriel Ramírez Cuevas, ont récemment mis au jour des faits de corruption présumés dans la distribution de l'aide humanitaire à la suite de l'ouragan Stan, qui a frappé le sud du Mexique au mois d'octobre. Ils appartiennent tous deux à l'*Alianza Cívica-Chiapas* (Alliance civique du Chiapas), une organisation militante locale. Amnesty International pense qu'il s'agit là du motif de l'attaque dont Gustavo Jiménez Pérez a été victime et craint que les deux hommes ne soient en danger.

D'après le témoignage de Gustavo Jiménez Pérez, le 20 novembre, vers 21 h 30, il a entendu qu'on frappait à sa porte. Alors qu'il allait ouvrir, six hommes armés de couteaux se sont introduits de force chez lui, le poussant violemment. Ils lui ont porté des coups de couteau au visage et au cou et l'ont frappé à coups de pied dans la tête, le menaçant en ces termes : « *On est venu pour te tuer* ». Gustavo Jiménez Pérez, gisant à terre, a entendu l'un d'eux déclarer : « *Allons-y, il est déjà mort* ». Ils ont quitté la maison, emportant la télévision, le magnétoscope, ainsi qu'un sac à dos contenant des biens de valeur, notamment une carte d'identité et une carte bancaire.

En rentrant chez lui, vers 22 heures, Luis Gabriel Ramírez Cuevas a trouvé Gustavo Jiménez Pérez presque inconscient. On ignore si la cible des six hommes était Luis Gabriel Ramírez Cuevas ou Gustavo Jiménez Pérez, étant donné que l'un comme l'autre ont œuvré à mettre au jour les faits de corruption présumés.

Le 22 novembre, Luis Gabriel Ramírez Cuevas et Gustavo Jiménez Pérez ont condamné l'agression du 20 novembre dans une conférence de presse. Vers 14 h 30, alors qu'ils rentraient chez eux en compagnie d'un avocat du *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas* (CDHFBC, Centre des droits humains Frère Bartolomé de Las Casas), une organisation locale de défense des droits humains, ils ont aperçu un homme à l'intérieur de leur maison. Comme ils se sentaient en danger, ils sont partis. L'intrus a pris la fuite ; il avait méticuleusement fouillé les lieux mais n'a rien emporté.

Luis Gabriel Ramírez Cuevas et Gustavo Jiménez Pérez ont déposé une plainte auprès du *Fiscalía General de Justicia del Estado* (bureau du procureur général de l'État).

Au mois d'octobre, Enrique Zamora, le directeur du journal *El Orbe*, à Tlapachula (Chiapas), a été maintenu en garde à vue toute une nuit et interrogé par la police au titre d'une loi relative à la diffamation, un texte sévère entré en vigueur en mai 2004. Son journal avait à maintes reprises rendu compte d'allégations selon lesquelles les autorités s'étaient livrées à des faits de corruption à la suite de l'ouragan Stan.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Mexique, les défenseurs des droits humains et les militants de la société civile sont fréquemment la cible de menaces, d'actes de harcèlement et de campagnes de dénigrement et il est rare que les responsables présumés de tels actes soient identifiés et déférés à la justice, essentiellement du fait que les autorités n'ont jamais mené de réelles investigations sur ces manœuvres. Par ailleurs, elles ne manifestent pas clairement l'intérêt qu'elles portent aux activités légitimes des défenseurs des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– déclarez-vous préoccupé par la sécurité de Gustavo Jiménez Pérez, qui aurait été sauvagement battu et menacé de mort par des individus non identifiés le 20 novembre ;

– dites-vous également inquiet pour la sécurité de Luis Gabriel Ramírez Cuevas, qui pourrait aussi être menacé du fait qu'il œuvre à mettre au jour des irrégularités dans la mise en œuvre des mesures prises par les autorités pour aider les victimes de l'ouragan Stan ;

– demandez que soit menée dans le meilleurs délais une enquête impartiale et approfondie sur l'agression dont Gustavo Jiménez Pérez a été victime, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– priez les autorités de veiller à ce que Luis Gabriel Ramírez Cuevas et Gustavo Jiménez Pérez ne soient plus la cible d'attaques liées à leurs activités de défenseurs des droits humains, et de garantir que ces deux hommes bénéficieront d'une protection conforme à leurs souhaits ;

– rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener ces activités sans restriction ni craintes de représailles.

APPELS À :

Gouverneur de l'État du Chiapas :

Lic. Pablo Salazar Mendiguchía
Gobernador del Estado de Chiapas,
Palacio de Gobierno, Piso 1,
Col. Centro 29000,
Tuxtla Gutiérrez, Chiapas, Mexique
Fax : +52 961 61 209 17 / +52 961 61 256 18 (Si une personne décroche, veuillez dire : « *tono de fax, por favor* »)
Formule d'appel : *Estimado Sr. Gobernador,* / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général du Chiapas :

Fiscal General de Justicia del Estado de Chiapas
Libramiento Norte s/n
Infonavit "El Rosario", CP 30064
Tuxtla Gutiérrez
Chiapas
Mexique
Fax : + 52 961 61 657 24
Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal,* / Monsieur le Procureur général,

Responsable de l'Unité de promotion et de défense des droits humains au sein du ministère de l'Intérieur :

Dr. Ricardo Sepúlveda
Secretaría de Gobernación
Reforma 99, Piso 21, PH
Colonia Tabacalera
C.P. 06030, México D.F.
Mexique
Fax : +52 55 51 28 0234 (si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *tono de fax por favor* »)
Formule d'appel : *Estimado Doctor,* / Monsieur,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas A.C
Brasil No. 14 Barrio Mexicanos, CP. 29240, San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique
Fax : +52 967 67 83551 (si une personne décroche, veuillez demander la ligne de fax : « *tono de fax por favor* »)
ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 5 JANVIER 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.